

Génocide Rwandais

Un témoin-clé de l'attentat contre l'avion présidentiel change de version

Le Point, 25 août 2009

Un témoin à charge dans l'enquête française sur l'attentat contre l'avion du président rwandais en 1994, qui désignait le FPR de Paul Kagame, a changé de version et évoqué une manipulation d'extrémistes hutus, dans un témoignage recueilli par un journaliste indépendant. Richard Mugenzi, qui était opérateur radio de l'armée rwandaise de l'époque, avait déclaré aux enquêteurs français en 2001 avoir « *personnellement intercepté* » et « *retranscrit* » un message des rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) félicitant « *l'escadron renforcé* » auteur de l'attentat commis le 6 avril 1994 contre l'avion du président Juvénal Habyarimana.

Mais dans un entretien accordé le 31 mai à Kigali au journaliste et écrivain Jean-François Dupaquier, dont Le Monde fait état dans son édition datée de mercredi, M. Mugenzi change de version et affirme que ce message lui a en fait été dicté par ses supérieurs, des extrémistes hutus.

M. Dupaquier a déclaré à l'AFP que M. Mugenzi, 48 ans, lui avait fait part de sa conviction que « *l'attentat*

contre l'avion n'a rien à voir avec le FPR ».

Le témoignage à charge de Mugenzi apparaissait dans l'ordonnance du juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière lors de l'émission de mandats d'arrêt en novembre 2006 contre neuf proches de Paul Kagame, à l'époque chef de la rébellion tutsie et aujourd'hui président rwandais. Un autre témoin, Josué Ruzibiza, ancien soldat du FPR en rupture de ban et exilé en Norvège, a lui aussi changé de version en novembre 2008 et annoncé qu'il se « *désolidarisait* » de l'ancien juge Bruguière. Dans cette enquête sur l'attentat contre l'avion de M. Habyarimana, considéré comme un signal déclencheur du génocide rwandais en 1994, une proche de M. Kagame, Rose Kabuye, a été mise en examen en novembre 2008 et placée sous contrôle judiciaire en France, ce qui a entraîné nouvelle crispation dans les relations déjà très tendues entre Kigali et Paris.

Quelque 800.000 Tutsis et Hutus modérés ont été tués, selon l'ONU, au cours de ce génocide perpétré au printemps 1994.